

**Chroniques des relations extérieures du Canada et du Québec  
(de septembre à décembre 1978)**  
**2 - Relations extérieures du Québec**

Louise Louthood

Volume 10, numéro 1, 1979

L'analyse comparative des conflits

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700918ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700918ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Louthood, L. (1979). Chroniques des relations extérieures du Canada et du Québec (de septembre à décembre 1978) : 2 - Relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 10(1), 185–189. <https://doi.org/10.7202/700918ar>

fin octobre :

- le quota à l'immigration est fixé à 100 000
- visite au Canada du premier ministre israélien, Menahem Begin

début novembre :

- visite au Canada du président Léopold Senghor (trois pétroliers seront construits pour la République sénégalaise)
- une étude de l'ACDI suggère la nomination d'un ministre de l'aide extérieure

du 31 octobre au 2 novembre :

- M. Gundoz Okcun, ministre des Affaires étrangères de Turquie est en visite au Canada

3 novembre :

- le Canada est représenté lors des célébrations de l'indépendance de la Dominique

6 novembre :

- déclaration canadienne devant la Quatrième Commission sur la question de la Rhodésie
- suite à l'accord de principe conclu l'an dernier, signature au Caire d'un protocole qui permettra au Canada d'être l'hôte de l'exposition Toutankhamon, rassemblant des trésors de l'ancienne Égypte

16 novembre :

- le gouvernement canadien annonce sa décision d'investir \$10 millions dans la reconstruction d'aéroports à Trinidad

fin novembre :

- projet de l'ACDI pour la construction d'une drague au Cameroun

13 décembre :

- annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la République démocratique de Sao Tomé et Principe, ex-colonie portugaise située dans le golfe de Guinée.

## II - RELATIONS EXTÉRIEURES DU QUÉBEC

(DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 1978)

### A - Aperçu général

La session d'automne a donné lieu à des activités internationales nombreuses que nous regroupons sous trois catégories plus ou moins perméables. Dans la première, nous traiterons des relations de nature économique et, champ d'activité plus particulier au Québec, des échanges culturels principalement axés sur le monde francophone. Dans la deuxième catégorie d'activités, nous ferons une place particulière à la politique américaine du Premier Ministre, dans la mesure où celle-ci a largement retenu l'attention de la presse. Dans une dernière rubrique, nous nous attarderons sur les principaux documents de travail qui, présentés en Chambre par le ministère des Affaires

intergouvernementales, ont pour objectif d'aider à définir le type de relations que pourrait entretenir un Québec « souverain et associé ».

## 1 - LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Le 12 octobre dernier, M. Jacques Girard, directeur des Services internationaux du MIC, révélait qu'une étude statistique récente avait démontré que

Grâce à ses conseillers économiques dans treize bureaux du Québec à l'étranger, à ses trois salles d'exposition permanente de Bruxelles, Tokyo et New York, à ses quatre-vingts missions commerciales québécoises par an, les Services internationaux du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec amènent aux entreprises québécoises vingt fois plus d'affaires au moins que les sommes investies dans ce service <sup>1</sup>.

Forts de cette constatation, les représentants du MIC en profitaient pour annoncer que, depuis mai dernier, le Québec dispose d'un espace considérable au « Brussels International Trade Mart ». Selon les estimations présentées par le ministère de l'Industrie et du Commerce, cette activité doit surtout favoriser les petites et moyennes entreprises. Le Québec est la seule des dix provinces à être représentée au sein de cette foire internationale permanente <sup>2</sup>.

Parmi les objectifs poursuivis par les services internationaux du MIC il faut noter, selon M. Girard, la nécessité d'influer ici-même sur la mentalité des hommes d'affaires québécois. À travers ses études et rapports, on a pu déterminer que

sur les 1200 entreprises québécoises qui ont un potentiel d'exportations, seules 400 exportent et le changement de mentalité n'est pas assez rapide dans les 800 autres entreprises capables d'exportations <sup>3</sup>.

L'automne a aussi permis au gouvernement du Québec de sensibiliser les marchés internationaux par une démonstration locale de la variété des produits de son industrie. C'est ainsi que, du 22 au 29 octobre dernier, l'industrie agro-alimentaire québécoise a participé au XXV<sup>e</sup> Salon international de l'agriculture et de l'alimentation, qu'inaugurait à Montréal le premier ministre Lévesque <sup>4</sup>. Avant même l'ouverture du Salon, le ministre Jean Garon identifiait les objectifs que devait poursuivre l'industrie agricole de façon à pouvoir, d'ici cinq ans, rééquilibrer la balance commerciale en faveur des Québécois. Selon le Ministre, « le Québec n'est pas encore conscient que son secteur agro-alimentaire est le plus important secteur économique de la province <sup>5</sup> ». L'industrie laitière, en particulier, mériterait, selon M. Garon, d'être davantage exploitée en fonction des demandes provenant des marchés extérieurs <sup>6</sup>.

Deux mini-sommets convoqués au cours de l'automne, l'un sur le tourisme et l'autre sur les industries culturelles, devaient se pencher sur les problèmes que connaissent ces secteurs menacés par la concurrence de l'extérieur. Un rapport préparatoire à la tenue du mini-sommet sur le tourisme (du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre) insistait sur le fait que les étrangers trouvent le Québec à la fois trop international, trop américain et, donc, pas assez québécois. Se basant sur cette donnée fondamentale, les spécialistes des cinq ministères impliqués « ont classé la culture québécoise comme

1. *Le Devoir*, 13 octobre 1978, p. 11.

2. Pierre BELLEMARE, *La Presse*, 13 octobre 1978, cité par *L'Argus*, 13 octobre 1978, pp. 9ss.

3. *Le Devoir*, 13 octobre 1978, p. 11.

4. Renée ROWAN, *Le Devoir*, 6 octobre 1978, p. 28.

5. Pierre GINGRAS, *La Presse*, 7 octobre 1978, cité par *L'Argus*, 10 octobre 1978, p. 13.

6. Marc LESTAGE, *Le Soleil*, 24 octobre 1978, cité par *L'Argus*, 25 octobre 1978, p. 7.

premier « levier » pour adapter le produit québécois aux grands besoins de découvertes touristiques<sup>7</sup> ». Au niveau des mesures pratiques, on parle de la nécessité, pour tous les groupes concernés, d'agir de façon concertée pour tâcher d'améliorer la qualité des services offerts, tout en minimisant les coûts. Tout cela, en vue de changer la situation actuelle qui veut « que le touriste américain ne passe que quatre jours au Québec, alors que le Québécois en passe sept aux États-Unis<sup>8</sup> ». Environ un mois plus tard, la Conférence sur les industries culturelles a aussi engagé des discussions sur les coûts, la qualité des produits et les moyens susceptibles de les mettre en marché de manière à diffuser plus largement la culture québécoise, à l'étranger comme à l'intérieur. Le 5 décembre, ces réflexions débouchaient sur le projet de création, avant la fin de l'année, d'une Société de développement des industries culturelles (SODIC)<sup>9</sup>.

Toutes ces industries visent avant tout, mais évidemment à des degrés divers, la pénétration des pays industrialisés à économie de marché, soit les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon. Dans cette optique, nous pouvons mentionner la présence de représentants québécois au sein de la délégation canadienne qui s'est rendue à Bruxelles sonder l'avenir du marché de l'amiante, et les offres de subventions faites par le gouvernement québécois à la compagnie GM pour l'inciter à implanter une nouvelle usine dans la province.

Notons aussi les pourparlers qui se poursuivrent de manière relativement autonome entre des représentants de l'Hydro-Québec international et des représentants de la République populaire de Chine<sup>10</sup>. À signaler enfin que, dès le mois d'août, une délégation chinoise désireuse de se familiariser avec les techniques agricoles québécoises rencontra le ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon<sup>11</sup>.

## 2 – LES RELATIONS CULTURELLES

Sans comporter d'événement fracassant, les échanges culturels franco-québécois n'ont guère connu de relâche au cours de l'automne<sup>12</sup>.

7. Marie-Agnès TELLIER, *Le Devoir*, 30 septembre 1978, cité par *L'Argus*, 2 octobre 1978, p. 8.
8. *Ibid.*, p. 8.
9. Jean ROYER, *Le Devoir*, 6 décembre 1978, cité par *L'Argus*, 6 décembre 1978, p. 3.
10. Gilles GAUTHIER, *La Presse*, 15 décembre 1978, cité par *L'Argus*, 15 décembre 1978, p. 14 ; *Journal de Québec*, 26 octobre 1978, cité par *L'Argus*, 26 octobre 1978, p. 16.
11. Direction des communications, ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué n° 32*, 10 août 1978.
12. Délégation générale du Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué de presse n° 39*, 7 septembre 1978. Du 12 septembre au 21 octobre, le photographe Michel St-Jean offrait aux Parisiens la possibilité de jeter un coup d'œil sur le Québec par la présentation de photographies réunies sous le thème « L'Amérique québécoise ». Le 6 novembre, le prix littéraire « France-Canada » était attribué à M. André G. Bourassa, professeur à l'Université d'Ottawa. (*Idem*, *Communiqué de presse n° 58*, 6 novembre 1978). Du 13 au 18 novembre, le Québec présentait un kiosque, « Le Québec, c'est aussi l'alimentation », dans le cadre du 8<sup>e</sup> Salon international de l'Alimentation, qui se tenait à Paris. (*Idem*, *Communiqué de presse n° 59*, 7 novembre 1978). Le 9 décembre, l'université René Descartes décernait un doctorat *honoris causa* au professeur Fernand Dumont. (*Idem*, *Communiqué de presse n° 66*, 12 décembre 1978). Le 12 décembre, M. Jean Pelletier, maire de Québec, dévoilait à Paris une plaque commémorative apposée à la maison natale de Louis Hébert : la cérémonie se déroulait en présence de MM. Pierre Bas et Jean Pelletier, respectivement adjoint au maire de Paris et délégué général de Québec à Paris. (*Idem*, *Communiqué de presse n° 67*, 12 décembre 1978).

Durant la même période, les relations culturelles entre le Québec et la Belgique comportèrent deux événements notables. D'abord, du 29 septembre au 15 octobre, la ville de Schaerbeek organisait, avec le concours de la Délégation générale québécoise, une « Quinzaine du Québec <sup>13</sup> ». Ensuite, du 18 au 20 octobre, se tenait en Belgique la Quatrième session de la Sous-commission belgo-québécoise :

Au cours de cette session, les fonctionnaires québécois et belges ont arrêté la programmation pour l'année 1979-80. Les échanges dans les secteurs éducatif, culturel et socio-culturel ont été reconduits et diversifiés et le nombre des participants aux échanges a été augmenté <sup>14</sup>. À signaler également la création à cette occasion d'un prix « Belgique-Canada » de littérature pour la jeunesse.

Les 26, 27 et 28 septembre dernier, se sont tenues à Libreville les séances du Comité paritaire Québec-Gabon. La délégation québécoise était alors conduite par M. Denis Vaugeois, ministre aux Affaires culturelles, et celle du Gabon, par M. Julien Mezu, secrétaire d'État au ministère de l'Éducation. Au terme des rencontres, le procès verbal faisait état de divers projets québécois d'aide culturelle au Gabon. Entre autres choses, il fut alors question de bourses d'études, d'envois de professeurs, et de mesures facilitant l'inscription des étudiants gabonais dans les universités québécoises <sup>15</sup>.

L'automne a aussi été l'occasion d'une tentative de percée de la culture québécoise sur le marché américain. Une semaine culturelle québécoise se tenait, du 29 septembre au 5 octobre, dans l'enceinte de l'université Berkeley. À cette occasion, divers artistes québécois ont pu se faire entendre <sup>16</sup>. La deuxième activité culturelle importante du Québec en terre américaine fut le séjour, parrainé par les ministères des Affaires intergouvernementales et des Affaires culturelles, d'un groupe de Sherbrookoïses en Nouvelle-Angleterre. Du 19 au 25 novembre, ceux-ci ont pu sonder sur place les possibilités de réaménagements à des fins sociales et culturelles d'anciens immeubles <sup>17</sup>.

### 3 - L'ACTION DU QUÉBEC AUX ÉTATS-UNIS

Au cours de l'automne, le Québec a tenté de se faire connaître aux États-Unis. Ainsi, fin septembre, le premier ministre René Lévesque se rendait sur la côte ouest américaine, où il prononça diverses allocutions, dont les principales furent sans doute celle qui fut prononcée devant le *Commonwealth Club* de San Francisco et, quelques jours plus tard, celle du *World Affairs Council* de Los Angeles. Comme il se devait, les commentaires de la presse furent, à cette occasion, aussi nombreux que divers. Toutefois, la majorité des observateurs s'entendaient pour affirmer que de Chicago à Los Angeles, en passant par San Francisco, M. Lévesque avait su, dans l'ensemble, « trouver le ton juste pour parler aux Américains <sup>18</sup> ».

Le 19 octobre, quinze universitaires de la côte ouest américaine arrivent à Québec. Invités par le ministère des Affaires intergouvernementales, ils devaient profiter de ce

13. Direction des communications, ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué de presse n° 40*, 20 septembre 1978, et *n° 41*, 22 septembre 1978.

14. *Idem*, *Communiqué de presse n° 51*, 27 octobre 1978.

15. *Le Droit*, 2 octobre 1978, cité dans *L'Argus*, 6 octobre 1978, p. 9.

16. *Idem*, *Communiqué de presse n° 43*, 21 septembre 1978.

17. *Idem*, *Communiqué de presse n° 62*, 24 novembre 1978. Autre événement à signaler : le 29 novembre dernier, M<sup>me</sup> Michèle Lalonde représentait le Québec à New York lors d'un festival international de poésie. Cette participation avait été rendue possible grâce au concours du ministère des Affaires intergouvernementales. (*Idem*, *Communiqué de presse n° 63*, 30 novembre 1978).

18. Michel Roy, *Le Devoir*, 6 octobre 1978, p. 3.

voyage pour rencontrer divers représentants des universités québécoises, dans le but d'amorcer une coopération entre leurs institutions respectives. Selon les vues du Ministère, ce projet « pourrait être étendu aux universités de la côte est<sup>19</sup> ». Cette première amorce, indicatrice de la nouvelle tendance des politiques québécoises à l'égard des États-Unis, sera suivie par la rédaction, le 24 octobre, d'un document assez révélateur des objectifs de « l'Opération Amérique, édition 1978-79, du ministère des Affaires intergouvernementales<sup>20</sup> ». Dans le but de parvenir à établir avec les États-Unis des liens d'échanges comparables à ceux qui l'unissent à la France, le gouvernement québécois entend adopter les stratégies suivantes :

- élargissement du rôle traditionnellement économique et touristique des délégations du Québec aux États-Unis ;
- création de services d'information dans la plupart des délégations et bureaux du Québec aux États-Unis ;
- sensibilisation de tous les milieux qui font l'opinion ;
- multiplication des manifestations exploitables<sup>21</sup>.

Pendant que se formaient ces projets au sein du Ministère, la presse commençait à évoquer l'éventualité d'un voyage du Premier Ministre à Washington pour janvier 1979<sup>22</sup>.

#### 4 - LES PROBLÈMES D'UNION MONÉTAIRE

M. Claude Morin déposait devant l'Assemblée nationale, au début de décembre, un volumineux document de travail portant sur des modèles d'intégration économique expérimentés à l'étranger. Cette étude, rassemblant des analyses de Francine Charbonneau-Chevallard, Edmond Orban, Jacques Brind'Amour, Robert Parent et François Provencher, ne visait pas à formuler des recommandations à l'adresse du gouvernement. Plus apolitique dans sa présentation, le document se contente en fait d'analyser diverses expériences d'intégration économique à travers le monde, soit principalement en Europe, mais aussi en Amérique latine, en Afrique et en Asie<sup>23</sup>.

Quelques semaines plus tard, le ministre déposait en Chambre trois autres documents portant plus spécifiquement sur les problèmes d'union monétaire. L'une de ces études, celle de Vély Leroy, porte précisément sur les implications pour le Québec de l'union monétaire, dans le régime fédéral actuel et advenant l'actualisation du projet de souveraineté-association<sup>24</sup>. Ne visant pas aussi explicitement le cas québécois, l'étude de Bernard Fortin cherche à fournir un cadre analytique permettant d'évaluer « les avantages et les coûts des différentes options monétaires d'une petite économie ouverte<sup>25</sup> ». Le troisième document, une étude de Henri-Paul Rousseau, se présente comme un inventaire analytique de certains cas historiques d'unions monétaires<sup>26</sup>.

19. Élyette CURVOLLE, *Le Soleil*, 21 octobre 1978, cité par *L'Argus*, 23 octobre 1978, p. 11.

20. Gilles LESAGE, *Le Soleil*, 11 novembre 1978, cité par *L'Argus*, 13 novembre 1978, p. 1.

21. Pierre O'NEILL, *Le Devoir*, 6 décembre 1978, p. 3.

22. Jean PELLETIER, *La Presse*, 18 novembre 1978, cité par *L'Argus*, 20 novembre 1978, p. 19.

23. Francine CHARBONNEAU-CHEVALLARD *et al.*, *Quelques expériences d'intégration économique*, Québec, L'Éditeur officiel, 1978, pagination multiple.

24. Vély LEROY, *La question monétaire en rapport avec le Québec*, Québec, L'Éditeur officiel, 1978, 380p.

25. Bernard FORTIN, *Les avantages et les coûts des différentes options monétaires d'une petite économie ouverte : un cadre analytique*, Québec, L'Éditeur officiel, 1978, 70p.

26. Henri-Paul ROUSSEAU, *Unions monétaires et monnaies nationales : une étude économique de quelques cas historiques*, Québec, L'Éditeur officiel, 1978, 228p.